



## La pauvreté infantile 25 ans plus tard : les mesures concrètes se font attendre depuis longtemps

TORONTO -- Vingt-cinq ans après s'être engagé à éliminer la pauvreté infantile, le Canada fait face à une crise en matière de pauvreté infantile. La pauvreté des enfants est pire aujourd'hui qu'en 1989, année où tous les partis de la Chambre des communes se sont unanimement engagés à l'éliminer au plus tard en 2000, a dit Laurel Rothman, coordonnatrice nationale de Campagne 2000.

« C'est honteux qu'une génération entière d'enfants ait grandi à l'ombre de cette promesse non réalisée. Selon les chiffres les plus récents, plus de 1,3 million d'enfants, soit un sur cinq, vivent en situation de pauvreté. Il est particulièrement inquiétant de constater que quatre enfants autochtones sur dix vivent dans une famille à faible revenu.

Faute de volonté politique, la pauvreté infantile prive encore les enfants de sécurité et de possibilités. Le Canada doit utiliser ses surplus budgétaires pour effacer notre déficit social. Et il doit commencer par la mise en œuvre d'un plan pour éradiquer la pauvreté, assorti de cibles et d'échéanciers. Pour lutter contre la pauvreté, le gouvernement fédéral doit faire des investissements ciblés dans la Prestation nationale pour enfants, dans un système de services de garde à l'enfance de qualité et abordables, dans des stratégies de logement pour prévenir la faim, l'anxiété et la maladie dont trop d'enfants, parce qu'ils sont pauvres, souffrent », a dit madame Rothman.

Ed Broadbent, président du conseil d'administration de l'Institut Broadbent, explique que lorsque la motion pour mettre fin à la pauvreté des enfants en 2000 a été adoptée en 1989, « le calendrier de onze ans était réaliste et l'objectif était atteignable; les politiciens semblaient prêts à agir. Mais le Canada n'a pas su relever le défi. Un quart de siècle plus tard, nos taux de pauvreté infantile sont un déshonneur pour le pays ».

Dans leurs rapports annuels sur la pauvreté des enfants, Campagne 2000 et Campagne 2000 - Ontario dressent le portrait de la pauvreté infantile au Canada en 2014 et proposent des mesures concrètes que peuvent mettre en œuvre immédiatement le gouvernement fédéral et celui de l'Ontario pour éradiquer la pauvreté des enfants au Canada.

« Même si le taux de pauvreté infantile en Ontario est plus élevé actuellement qu'en 1989, la Stratégie de réduction de la pauvreté de 2008 a eu pour effet de diminuer le nombre d'enfants pauvres trois années de suite, et ce, grâce principalement à l'augmentation du salaire minimum et à la Prestation ontarienne pour enfants. Les enfants en situation de pauvreté aujourd'hui ont besoin que le gouvernement de l'Ontario table sur ces progrès. Le gouvernement doit établir des objectifs et des échéanciers précis pour mettre fin à la pauvreté des enfants et à l'itinérance afin d'éviter que les inégalités profondes et la pauvreté empêchent les enfants et les prochaines générations de se réaliser », a dit Anita Khanna, coordonnatrice de Campagne 2000 - Ontario.

« Nous pouvons remédier à la pauvreté des enfants au Canada », a dit madame Rothman. « Fournir de bons emplois et des salaires décentes, cibler les transferts de revenu vers les personnes les plus dans le besoin, et renforcer les services de soutien aux familles sont autant de façons d'améliorer l'avenir social et économique du Canada. Depuis 2005, des provinces et des municipalités ont lancé des initiatives pour réduire la pauvreté, mais il faut que tous les ordres de gouvernement mettent l'épaule à la roue pour que ces efforts donnent des résultats probants. Il faut que le gouvernement fédéral dote le Canada d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté ».

« Plus de 310 000 enfants au Canada ont recours chaque mois aux banques alimentaires, les inégalités sont en pleine croissance et les frais de garde et de scolarité sont à la hausse. Nous n'avons pas les moyens d'attendre plus longtemps. Nous avons besoin maintenant de vrais progrès pour des personnes en chair et en os », a dit madame Khanna.

Campagne 2000 est un réseau pancanadien non partisan de 120 organismes nationaux, provinciaux et communautaires engagés à travailler pour éliminer la pauvreté des enfants et des familles au Canada. Pour obtenir les rapports 2014 de Campagne 2000, rendez-vous à <http://www.campaign2000.ca>

**Conférence de presse : 24 novembre 2014, Studio des médias, Queen's Park, pièce 148 à 9 h 30**

**Prendront la parole :**

Laurel Rothman, coordonnatrice nationale, Campagne 2000

Leonie Tchatat, directrice générale, La Passerelle, Intégration et développement économique

Anita Khanna, coordonnatrice, Campagne 2000 - Ontario

Sadia, parent militant

**Demandes des médias :** Laurel Rothman, 416-575-9230 ou 416 595-9230, poste 228; Anita Khanna, 416-788-3439 ou 416-595-9230, poste 241; Liyu Guo, 416-624-1885 ou 416 595-9230, poste 244.

**INFORMATIONS PERTINENTES :**

**Faits saillants tirés du rapport national 2014, *La pauvreté infantile 25 ans plus tard : nous pouvons y remédier***

- **La pauvreté des enfants a augmenté depuis 1989 :** de 15,8 % à 19,1 % aujourd'hui et 40 % d'enfants autochtones vivent en situation de pauvreté.
- **Les politiques publiques réussissent à réduire la pauvreté.** Une bonification de la prestation pour enfant à 5 600 dollars permettrait à 174 000 enfants au moins d'échapper à la pauvreté.
- **40 % des enfants pauvres vivent dans une famille où les parents travaillent à temps plein, toute l'année.**
- **Le Canada a besoin d'une stratégie de bons emplois et de salaires décentes :** la tendance croissante vers le travail à temps partiel, temporaire et précaire ne résoudra pas la crise en matière de pauvreté infantile.
- **Le Canada a encore besoin d'un programme national de services de garde à l'enfance.** Le nombre de places en services de garde réglementés suffit seulement à répondre aux besoins de 20,5 % des enfants âgés de zéro à douze ans.
- **La pauvreté touche les personnes différemment :** les enfants de familles racialisées et d'immigration récente, les enfants autochtones et les enfants qui ont une incapacité sont plus vulnérables à la pauvreté, ce qui entraîne des inégalités sociales et économiques persistantes.
- **Une personne sur sept qui vit dans un refuge pour sans-abri est un enfant :** 37 % des ménages canadiens ont peine à garder leur logement. L'itinérance coûte quelque 7 milliards de dollars par année au Canada.

**Faits saillants tirés du rapport 2014 de l'Ontario, *La pauvreté infantile 25 ans plus tard : nous pouvons y remédier***

- **La pauvreté des enfants a augmenté depuis 1989 :** de 12,4 % à 19,9 % aujourd'hui et plus de 551 130 enfants vivent en situation de pauvreté.
- **Les politiques publiques réussissent à réduire la pauvreté :** la Stratégie de réduction de la pauvreté de 2008 a permis à 40 000 enfants d'échapper à la pauvreté grâce à l'investissement dans la Prestation ontarienne pour enfants et aux hausses du salaire minimum. L'Ontario doit remettre le cap en se fixant des cibles et des échéanciers afin de réduire encore plus la pauvreté et en mettant en oeuvre des politiques publiques judicieuses.
- **Le travail n'améliore pas le sort des familles :** 40 % des enfants pauvres vivent dans une famille où les parents travaillent à temps plein toute l'année et le travail à temps partiel non souhaité a augmenté de 50 % depuis 2009. Les femmes gagnent 68,5 cents pour chaque dollar gagné par les hommes et les femmes racialisées gagnent 19 % de moins que les femmes non racialisées.
- **L'inégalité des revenus se creuse :** de 1989 à 2011, le revenu des 10 % de familles les plus riches a augmenté de 43 000 \$ tandis que celui des familles au revenu le plus faible a augmenté de seulement 596 \$.
- **La pauvreté touche les personnes différemment :** les enfants de familles racialisées et d'immigration récente, les enfants autochtones et les enfants qui ont une incapacité sont plus vulnérables à la pauvreté, ce qui entraîne des inégalités sociales et économiques persistantes.
- **La participation des jeunes au marché du travail a atteint un sommet en 1989 à 74,6 %.** Présentement, elle est à 60,1 % et les droits de scolarité universitaires ont augmenté de 108 % depuis 2003.
- **C'est en Ontario que les frais de garde d'enfants coûtent le plus cher :** à 12 516 \$ par année en moyenne pour faire garder un poupon, soit près de sept fois plus cher que les frais de garde annuels au Québec (1824 \$).
- **Le coût élevé du logement contribue à la faim. Plus de 131 000 enfants ont recours chaque mois aux banques alimentaires.** En Ontario, au moins 165 069 ménages sont en attente d'un logement au loyer établi en fonction du revenu.